

Working Group III

Working document 25

Groupe de travail III « Personnalité juridique »

Objet : Observations de M. Alfonso Dastis, membre suppléant de la Convention, concernant le projet de rapport sur la personnalité juridique de l'Union qui figure dans le WD 10 du WG III

Madrid, le 16 septembre 2002

Observations de M. Alfonso Dastis, membre suppléant de la Convention, concernant le projet de rapport sur la personnalité juridique de l'Union qui figure dans le WD 10 du WG III.

Le groupe de travail III a fait un excellent travail sur "la personnalité juridique de l'Union". Les grandes lignes du projet de rapport sont tout à fait acceptables.

Néanmoins, je souhaiterais faire quelques observations à titre personnel.

1. Je considère qu'il est effectivement nécessaire que l'Union se dote d'une personnalité juridique de façon explicite mettant ainsi fin à l'ambiguïté et l'insécurité juridique subséquente existant actuellement. Je pense également qu'il est nécessaire que cette personnalité juridique soit unique, à savoir, qu'elle remplace et qu'elle ne se juxtapose pas à celles des Communautés européennes.
2. La reconnaissance explicite de cette personnalité juridique unique ne doit absolument pas impliquer, comme le précise bien le projet de rapport, des modifications en ce qui concerne les équilibres institutionnels ni des modifications des procédures de décision existant dans chacun des dénommés "piliers" de l'Union.
3. Dans les cas où des accords internationaux mixtes «cross-pillar » (« cross-pillar mixity ») sont conclus, il faut réfléchir plus attentivement sur l'utilité réelle du critère de la *prépondérance* de l'un ou l'autre « pilier » auquel se réfère le projet de rapport, pour déterminer s'il incombe à la Présidence du Conseil ou à la Commission de diriger les négociations.
4. La proposition consistant à supprimer la phrase finale de l'article 24 du TUE et à la remplacer par la possibilité d'abstention qui figure à l'article 23 du TUE doit être analysée avec précaution. Cette suppression pourrait avoir l'effet pervers de délier de façon permanente un ou plusieurs Etats membres d'un accord international conclu par

l'Union alors que la rédaction actuelle de l'article 24 TUE est plutôt conçue pour les cas où un Etat membre déclare qu'un accord déterminé ne le lie pas *temporairement* car il « doit se conformer à ses propres règles constitutionnelles ». Il ne faut pas oublier non plus que l'article 23 du TUE n'est pas applicable actuellement dans le cadre du troisième pilier, contrairement à l'article 24, auquel l'article 38 se rapporte.

5. La proposition de fusion dans une seule personne des responsabilités du Haut-Représentant pour la PESC et de celles du Commissaire responsable pour les relations extérieures, ainsi que la proposition de fusion des services qui travaillent pour l'un et pour l'autre, doit en effet être étudiée par le groupe de travail « Action extérieure ».
6. La représentation propre de l'Union auprès des organisations internationales, dans les domaines de sa compétence, ne peut absolument pas exclure celle des Etats membres dans le cadre de leurs compétences également.

Il serait différent d'essayer de coordonner dans la mesure du possible, les actions des uns et des autres. A cet égard, nous ne pouvons pas manquer de rappeler que l'article 11 du TUE établit que "les Etats membres oeuvrent de concert au renforcement et au développement de leur solidarité politique mutuelle » et « s'abstiennent de toute action contraire aux intérêts de l'Union ou susceptible de nuire à son efficacité en tant que force de cohésion dans les relations internationales ». Dans le même sens, l'article 10 du TCE établit que « les Etats membres s'abstiennent de toutes mesures susceptibles de mettre en péril la réalisation des buts du présent traité ». Il s'agit du *principe de loyauté* communautaire.

7. Une réflexion du même ordre que la précédente peut être faite en ce qui concerne la représentation de l'Union et des Etats membres face à des Etats tiers sans que cela nous empêche de rechercher des solutions pragmatiques dans des cas précis.
8. L'extension du contrôle judiciaire de la Cour de justice, après modification de l'article 46 du TUE (rque: la mention de l'article 41 TUE est une erreur), aux accords internationaux conclus dans le cadre du second pilier doit être bien soupesée. Si la possibilité d'un contrôle juridictionnel « ex-ante » pour des raisons de légalité (du type de celui prévu à l'article 300, par. 6 TCE) pourrait être admissible, il ne semble pas qu'un contrôle « ex-

post » une fois que l'accord international entre en vigueur, soit judicieux. Il ne faut pas oublier que la primauté des accords internationaux sur toute disposition de droit interne est un principe consacré en droit international public (et à ces effets, un futur Traité constitutionnel de l'Union relèverait du droit interne).

9. La proposition de consultation obligatoire du Parlement européen avant la conclusion d'accords internationaux dans le cadre du second pilier doit également être étudiée attentivement et l'on ne pourra se prononcer sur elle de façon définitive qu'une fois que l'on connaîtra l'ensemble de l'équilibre institutionnel résultant des travaux de la Convention. De toute manière, il faudrait faire la distinction entre les cas de consultation simple et les cas qui pourraient éventuellement exiger un avis conforme.